



**PRÉFET  
DU GARD**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires et de la mer**

**Service eau et risques**

**ARRETE PREFECTORAL N° 30-2024- 03-16-00014**

mettant en demeure la commune de VALLIGUIERES, représentée par sa maire en exercice,  
de mettre en conformité son système d'assainissement

Le préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur,  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

**VU** La directive n°91/271/CEE du Conseil du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

**VU** La directive n° 2000/60/CE du Parlement Européen et du Conseil du 23 octobre 2000, établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau,

**VU** Le code de l'environnement ;

**VU** Le code civil ;

**VU** Le décret du 13 juillet 2023 nommant M. Jérôme BONET, préfet du Gard ;

**VU** L'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge de pollution organique inférieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

**VU** l'arrêté du Préfet Coordonnateur de Bassin du 21 mars 2022 portant approbation du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin Rhône Méditerranée pour la période 2022-2027 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 août 1985 portant déclaration d'utilité publique des travaux d'assainissement pour la construction d'une station d'épuration sur la commune de Valliguières et de rejet après traitement présenté par la commune de Valliguières ;

**VU** L'arrêté préfectoral du 12 juin 2019 modifiant l'arrêté préfectoral du 19 août 1985 susvisé ;

**VU** le mail en date du 30 août 2023, notifiant à la **Commune de Valliguières** la non-conformité ERU de son système d'assainissement au titre de l'année 2022 ;

**VU** Le rapport de manquement administratif du 17/11/2023 établi à l'encontre de la Commune de Valliguières pour la non-conformité de son système d'assainissement au titre de l'année 2022 ;

**VU** le courrier en date du 12 janvier 2024, notifiant à la commune de Valliguières la non-conformité ERU de son système d'assainissement au titre de l'année 2022, accompagné d'un projet d'arrêté de mise en demeure ;

**VU** les observations apportées le 30 janvier 2024 par la commune de VALLIGUIERES sur le projet d'arrêté de mise en demeure susvisé ;

**CONSIDERANT** Que la station de traitement des eaux usées (STEU) de Valliguières a été mise en service en 1988 pour une capacité nominale de 500 équivalents habitants (EH) ;

**CONSIDERANT** Que la commune de Valliguières détient la compétence relative à la gestion de son système d'assainissement ;

**CONSIDERANT** Que la vérification annuelle des performances du système d'assainissement au titre de l'année 2022 relative à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées, a montré que ce système d'assainissement n'était pas conforme en performances prévues par l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 et par l'arrêté préfectoral du 19 août 1985 susvisés ;

**CONSIDERANT** Que ces dysfonctionnements constituent un risque de dégradation de la qualité des eaux du milieu récepteur ;

**CONSIDERANT** Qu'en application de l'article L171-8 du code de l'environnement

I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. En cas d'urgence, elle fixe, par le même acte ou par un acte distinct, les mesures nécessaires pour prévenir les dangers graves et imminents pour la santé, la sécurité publique ou l'environnement.

II.-Si, à l'expiration du délai imparti, il n'a pas été déféré à la mise en demeure, aux mesures d'urgence mentionnées à la dernière phrase du I du présent article ou aux mesures ordonnées sur le fondement du II de l'article L. 171-7, l'autorité administrative compétente peut arrêter une ou plusieurs des sanctions administratives.

**SUR PROPOSITION** de M. le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer du Gard ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 :**

La commune de Valliguières est mise en demeure de procéder à la mise en conformité de son système d'assainissement.

### **ARTICLE 2 : Prescriptions**

La mise en conformité consiste en la mise en œuvre de l'autorisation préfectorale (AP) n°30-2019-06-12-115 du 12 juin 2019, concernant les travaux complémentaires pour la STEU de Valliguières (1000 EH).

La commune de Valliguières transmettra au service police de l'eau de la DDTM du Gard, **avant le 30/06/2024** délai de rigueur, l'ordre de service (OS) de démarrage des travaux d'aménagement des ouvrages existants, notamment ceux visés aux articles 2 et 3 de l'AP du 12/06/2019 susvisé.

### ARTICLE 3 : Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions prévues par les articles 1 et 2 du présent arrêté, la commune de Valliguières est passible d'une ou plusieurs sanctions administratives simultanées dans les conditions prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement (consignation des sommes, exécution d'office, amende administrative, astreinte), ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L. 173-1 et suivants du même code.

### ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est notifié à la Commune de Valliguières,  
Place de la Mairie – 30210 Valliguières.

En vue de l'information des tiers :

- il est publié au recueil des actes administratifs des services de l'État du département du Gard, une copie en est déposée en mairie de Valliguières, et peut y être consultée ;
- un extrait est affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois ;
- il est publié sur le site internet des services de l'État dans le Gard pendant une durée minimale de deux mois.

### ARTICLE 5 :

En application du code des relations du public avec l'administration (CRPA) et du code de justice administrative (CJA), la présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Nîmes dans un délai de deux mois à compter de la date de notification ou de publicité du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « telerecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

### ARTICLE 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le maire de Valliguières, le directeur départemental des territoires et de la mer du Gard, le commandant du groupement de gendarmerie du Gard, le chef du service départemental de l'Office Français de la Biodiversité du Gard, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Nîmes, le 14 MARS 2024

le préfet

Jérôme BONET

